

Le trou noir du chômage

vendredi 1er décembre 2006, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 30 novembre 2006).

Samedi 2 décembre, quatre organisations de chômeurs (AC !, Apeis, CGT-chômeurs, MNCP) appellent à manifester « contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale ». C'est la quatrième année que les chômeurs choisissent le premier week-end de décembre pour alerter l'opinion. C'est en hiver, en effet, notamment en 1997-1998, que les mouvements de chômeurs ont réussi à inscrire leur combat sur la scène politique. Reçus à Matignon par Lionel Jospin début 1998, ils obtenaient quelques concessions après avoir rompu la trêve de fin d'année, occupé les Assedic à Noël, envahi des magasins, réquisitionné des marchandises. Oubliés toute l'année (sauf pour médiatiser l'indice statistique), les chômeurs choisissent décembre pour rappeler qu'ils demeurent la question centrale de la vie politique depuis 30 ans.

Ce sont le ou les chômages - du jeune primo demandeur d'emploi refusé pour son « inexpérience », et pourtant diplômé, à l'ouvrière d'Aubade jetée à la rue pour délocalisation, après 30 ans de labeur, jusqu'aux Rmistes âgés qui ne s'inscrivent même plus faute d'espoir - et leurs variantes - la précarité salariale, la peur de dégringoler les barreaux de l'échelle - qui engendrent la révolte sourde contre l'abandon et le mépris, nourrissent la prise de distance avec les politiques, déclenchent la colère des quartiers populaires. Comme un trou noir, il menace constamment d'aspirer des pans entiers de la société - familles, régions, quartiers -, et de les jeter dans la pauvreté, l'échec, le sentiment d'inutilité au monde. Ce cancer social se double d'un cancer politique, métastasant toute la société, en dépit des expédients innombrables inventés pour le masquer, le nier ou le contourner. Et c'est ce qui provoque l'envie d'en découdre avec le « système » par tous les moyens, y compris en se tournant vers l'extrême droite. La pulsion Le Pen peut fonctionner lorsque les « politiques », après avoir promis, puis trahi (à gauche) ou manipulé (à droite) avec des gadgets (contrats Borloo « de service », ou le retour de la domesticité), finissent par jouer quotidiennement de la mise en scène sécuritaire du malheur (Sarkozy), exutoire à la violence sociale réelle.

À quelques mois de la présidentielle, il faut donc nommer le chômage comme le mal politique numéro un. En dépit d'une propagande mensuelle qui voudrait nous faire croire, chiffres à l'appui, que les choses sont sur la bonne voie. Après le triomphalisme de l'été, la croissance zéro de l'automne éclaire mieux la dose de culot dont ils se servent en haut lieu afin de faire passer l'indice officiel du chômage pour la mesure du vécu. L'avalanche de plans de licenciements (Thomé-Génot, Aubade, Dim, Arena...) prouve que la financiarisation galopante de l'économie (entreprises à la merci des fonds de pension ou d'investissements qui n'ont d'yeux que pour le résultat minute) révèle un cynisme grandissant face au coût social et politique des restructurations. Que les pouvoirs publics se débrouillent, élections ou pas ! Et l'institut de recherche du ministère du travail explique, dans une étude de mars 2006, que les licenciements pour « *motifs personnels* » sont maintenant « *trois fois plus nombreux* » que les licenciements économiques, et qu'ils se « *substituent* » à ceux-ci (c'est moins cher et plus rapide).

L'entrée au chômage pour licenciement individuel a progressé de 40 % en 2003, surtout chez les jeunes du secteur tertiaire. Quant au chiffre officiel mensuel (qui ne mesure que les personnes disponibles pour un emploi à temps plein), cela fait longtemps que les organisations de chômeurs et les associations en dénoncent les aspects réducteurs. Dès 2001, au moment où, sous Jospin, le chômage était au même niveau qu'aujourd'hui, Pierre Concialdi (du Cerc-association) expliquait : « *On peut estimer que le chiffre officiel du chômage représente seulement 47 % de l'ensemble des*

personnes en sous-emploi ou en chômage, contre 61 % en 1996 et 75 % en 1981. » Depuis, cet écart n'a pas baissé ! Nous sommes donc plus près de 15 % de chômage que des 8,8 % dont Chirac s'est récemment vanté, en oubliant tous les stagiaires, les CDD, les intérim, les dispensés de recherche, les jeunes primo demandeurs, les contrats aidés, les non-inscrits découragés ou les... radiés. Ainsi, d'août à septembre 2006, si l'indice officiel a chuté de 11 100 demandeurs d'emploi, on dénombre aussi 37 075 radiations : trois fois plus !

Et c'est maintenant que tombent plusieurs études officielles (Insee) ou rapports (le Centre d'étude des revenus et de la cohésion sociale, présidé par Jacques Delors) montrant que la pauvreté, prétendument affaiblie, se développe de nouveau depuis trois ans, et que les salariés sont de plus en plus nombreux (quatre sur dix) à perdre du salaire d'une année sur l'autre, à cause de l'instabilité de la durée d'emploi, effets corrosifs du chômage - « armée de réserve » du capital.

La sécurité sociale d'emploi, sans interruption du contrat de travail, et un salaire stable, y compris pour la recherche éventuelle d'un nouvel emploi, sont bien deux exigences indissociables, si on veut réunifier le monde du travail.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2183 du 30 novembre 2006.